



2012

Quelle éducation nationale demain

Page 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 929

23 février 2012

prix : 0,70 €



L'unité contre l'austérité



■ Grèce

Un peuple exsangue étranglé par la Troïka (BCE, FMI, UE)

P2

■ Chantiers navals

Les élus communistes demandent un grenelle de la sous-traitance dans la navale.

P3

■ Droit de grève

Mobilisation contre la casse de l'action collective dans l'aérien

P5

■ Energie

Un droit pour tous

P6

■ Elus communistes et républicains

L'ADECR soutient un jeune afghan menacé d'expulsion

P7



Les Nouvelles de Loire Atlantique

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante :

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique !

Pour tout renseignement : 02 40 35 03 00 ou nlapublicite@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

Jeu fiscal

Les prix du pétrole flambent et Total en profite en réalisant ses meilleurs résultats depuis 2008. Le président du groupe pétrolier se targue même du fait que sa compagnie paiera 1,2 milliards d'euros d'impôt en France cette année. **L'an dernier malgré ses résultats l'entreprise avait échappé à l'imposition sur les sociétés en France, une honte !**

Partialité

Plus de doute **le Figaro roule pour le président** et cela agasse jusque dans la rédaction. En effet la société des journalistes du journal insiste « à ce que les articles, mais aussi les titres et les manchettes, rendent compte de manière complète et pluraliste de l'actualité - de manière "honnête" pour reprendre une expression d'Etienne Maugeotte - sans occulter tel ou tel sujet au motif qu'il pourrait embarrasser l'actuelle majorité ». Cela se passe de commentaire !!!

Ralliement



Quel chance pour le candidat président, la candidate estampillée Vatican vient de se rallier à lui, et Hervé Morin vient d'en faire autant : **quelle dynamique !!!**

Je t'aime moi non plus, mais c'est aléatoire

Pour exister, il faut se différencier, tuer le père. Et pour exister Bayrou tue le père régulièrement avant de lui sauter dans les bras quelques mois après. Pour ce différencier de Sarkozy, le candidat centriste en appelle à tout les humanistes qui ne peuvent se reconnaître dans la posture et les déclarations du Président. En somme Bayrou essaye encore de nous faire croire qu'il n'est pas de droite et au dessus de tout les partis... Seulement, il est démasqué à tout les coups.

Tout ça pour ça

Ça valait bien une tempête médiatique et beaucoup de bruit pour pas grand-chose, après avoir donné du temps d'antenne au Front National autour des parrainages pour la candidature à la présidentielle, il semblerait désormais que les choses aillent mieux... Si Marine à un souci, réel ou imaginaire les media lui donne toute latitude pour s'exprimer. Quant à son programme, le FN n'a rien à dire, **Guéant fait campagne pour lui.**

Point de vue

par Sandrine Fleurimont

J'y crois pas, ça y est, il l'a dit et en direct à la télé devant ce peuple français qu'il aime tant et à qui il veut parler ! C'est vrai que durant les 5 dernières années il ne lui a pas beaucoup parlé à ce bon peuple, ah si un peu au début de son mandat pour le gratifier d'un « Casse toi pauvre con » ou d'un « Z'y va descends si t'es un homme (du peuple) que mes gorilles te pètes la gueule ». Mais il a vite arrêté, je crois qu'on a du lui dire que c'était pas comme ça qu'on parlait au peuple. Du coup il lui a fait des promesses, on lui a dit que les promesses c'était bien parce qu'on est pas obligé de les tenir, et qu'au bout d'un certain temps le peuple il oublie ce qu'on avait promis. Alors il a fait une petite liste :

Promesse n° 1 : **Tu baisseras le taux de chômage à 5% (résultat 1 million de chômeurs en plus)**

N° 2 : Tu moraliseras le capitalisme (En t'augmentant de 172% dès ton arrivée à l'Élysée)

N° 3 : Tu inventeras le bouclier fiscal (en faisant 75 milliards d'euros de cadeaux fiscaux à tes potes)

N° 4 : Tu n'augmenteras pas les impôts (à Sarkozy la TVA n'est pas un impôt)

N° 5 : **Tu seras le président de l'augmentation du pouvoir d'achat (337000 personnes sont passées sous le seuil de pauvreté en 5 ans)**

N° 6 : **Tu sauveras l'industrie française (350000 emplois industriels détruits).**

Une fois les promesses non tenues, il a fallu trouver d'autres distractions à offrir au peuple adoré, il y a eu l'épisode Kadhafi, après l'avoir reçu en grande pompe dans les jardins de l'Élysée il l'a fait zigouiller

avec l'aide de ses amis Américains. Il y a eu l'essai raté d'imposer son fils à la tête de l'EPAD... Après avoir promis (encore !) de sauver les emplois de Gandrange et abandonné les salariés, voilà qu'à quelques semaines de l'élection présidentielle ses copains viennent lui filer un coup de main pour sauver in extrémis les Lejaby et autre Photowatt. Est-ce que cela suffira à faire remonter sa côte de popularité ? pas sûr que le peuple se laisse berner aussi facilement cette fois ci ! Et puis il a du se dire que pointer à Pôle emploi ça faisait tâche dans un CV, en plus ces nuls seraient capable de lui proposer un emploi qui n'a rien à voir avec son expérience de « Chef du Peuple », et puis maintenant y'a aussi la pitchoune à élever c'est que la layette Christian Dior ça coûte son prix, non décidément il n'avait pas le choix, il fallait y aller, quitte à prendre la raclée de sa vie !

C'est tout ce que vous souhaitez le bon peuple de France Monsieur le menteur.



Sarko à la télé : « Qui voudrait que la France soit dans la même situation que la Grèce ? »

« Trop c'est trop ! Nous voulons rester maître de notre destin ! » C'est tout un peuple qui est descendu dans la rue pour refuser les nouvelles exigences de la troïka (commission européenne, BCE banque fédérale et du FMI sous contrôle américain). Comment accepter les retraites divisées par 3, les salaires par 4, la privatisation des services publics et l'humiliation de la mise sous tutelle ! Tout ça pour gagner du temps pour assurer les arrières des banques allemandes et françaises qui détiennent la dette grecque. Il faut trouver encore 325 millions d'économie dans le budget 2012, pour obtenir le prêt de 14 milliards mi-mars.

Les grecs proposent de diminuer le budget militaire... la commission exige la diminution des retraites ! Les marchands de canons allemands et français veulent garder leur client privilégié de l'OTAN, contre les turcs... de l'OTAN ! Depuis l'été 60.000 petites entreprises ont fait faillite. Le chômage, la misère, les suicides et parfois la famine se développent. **La Grèce n'est que l'arbre qui cache la forêt.** Les politiques d'austérité nous conduisent à une **dépression économique généralisée.** (Zéro ou en dessous de zéro). **Economiquement** nous nous rapprochons des années 30. **Politiquement** les attaques contre les 35h et les conventions collectives n'ont d'équivalent qu'en 40 avec la suppression des 40h gagnées en 36. **Qui en veut plus ? Le**



MEDEF ! Pour les 5 ans à venir il veut l'adoption d'une règle d'or, une gouvernance économique en Europe, la réduction des dépenses, une baisse des cotisations patronale compensée par la TVA, management de l'hôpital et de l'éducation, indemnisation du chômage placée sous condition... **vous avez reconnu, y a pas photo, c'est le programme de sarko !** Pour le président sortant « il faut nous désin-

toxiquer de la dépense ! » Face à cette déclaration de guerre des oligarchies européennes qui veulent imposer le traité de discipline budgétaire de Merkossy, **le 29 février sera une journée d'action à l'appel de la confédération européenne des syndicats.** Plus que jamais les armes des peuples sont la démocratie, le respect de leur souveraineté et la solidarité.

De vous à moi...

Amis socialistes, électeurs de gauche, aidez-nous à ramener François Hollande à la raison : Dans un article du quotidien britannique « The Guardian », il semble avoir oublié l'existence des communistes français : « Aujourd'hui, il n'y a pas de communistes en France... pas beaucoup. » Pas assez, serait-on tenté de dire satisfaits de demeurer une source d'inquiétudes pour le libéralisme anglo-saxon en cas de victoire de la gauche. Mais après la brutalité et l'obses-

sionnelle politique de classe de Sarkozy, peut-on se permettre une présidence bipolaire ? Peut-on déclarer affronter la finance en banlieue parisienne quant on élimine les communistes en vantant les privatisations à Londres pour rassurer La City ? Alors gardons le cap : une majorité de gauche ambitieuse et rassembleuse pour chasser durablement l'UMP du pouvoir. Voilà à quoi devraient s'atteler tous les candidats de gauche, nous y contribuons comme en témoigne la poussée

actuelle à gauche à laquelle les communistes et le Front de gauche ont largement participé avec la bonne campagne de leur candidat commun Jean-Luc Mélenchon. La gauche doit gagner et elle ne peut plus décevoir : Un résultat fort du Front de Gauche à la présidentielle et aux législatives en sera la garantie. D'ici là François, c'est plutôt les hommes et les femmes de gauche qu'il faudrait rassurer ils existent eux aussi et préfèrent généralement faire vibrer la seine saint-denis et frémir La city.

...en Loire Atlantique.

**EN
CAMPAGNE LE
3 MARS,
REJOIGNEZ
VOS
CANDIDATS**



**Le 3 mars
les Candidats
du Front de
Gauche aux
législatives
rebaptiseront
la place
Royale**



Le 3 mars prochain tous les candidat(e)s aux législatives présent(e)s par les organisations membres du Front de Gauche seront présent(e)s pour rebaptiser la place Royale en place du PEUPLE.

Vous êtes attendus pour faire connaissance avec vos candidats et porter haut et fort vos exigences de changement pour 2012. C'est avec vous, peuple de gauche, avec vos candidat(e)s, ensemble, que nous transformerons cette place en place du peuple, il est plus que temps de se faire entendre.

**RENDEZ-VOUS
LE 3 MARS 2012
Place Royale
(Place du Peuple)**

A l'heure où nous imprimons ses lignes nous ne sommes pas en mesure de vous donner l'heure de la mobilisation.

Pour tout renseignements supplémentaires : 02.40.35.03.00

**NOUS VOUS
ATTENDONS LES
PLUS NOMBREUX
POSSIBLE**

Construction navale



**Plus de 2000
personnes
dans les rues
de Saint-
Nazaire**

La colère était palpable le 14 février dernier à Saint-Nazaire à l'occasion de la manifestation organisée par une inter-syndicale CFDT, CFTC, CGT, FO, FSU. Plus qu'une mobilisation de soutien aux salariés de la sous-traitance, ce rassemblement se voulait être un énième cris d'alarme pour sauver la construction navale à St-Nazaire. Il faut dire que l'enjeu est de taille, c'est tout un secteur industriel, un savoir faire re-

connu, une qualité de travail qui sont menacés à St-Nazaire. Ce sont plus de 2500 emplois qui ont été perdus depuis 2003 dans la construction navale, dont 235 en 2010. Malgré les dernières commandes la situation se dégrade fortement et se sont les entreprises sous-traitantes qui aujourd'hui accusent le coup. La recherche de compétitivité du donneur d'ordre repercutée sur ses sous-traitants et donc sur les salariés, la baisse de charge, fait que 254 emplois sont menacés dans trois entreprises sous-traitantes : Baudet, SNCM, SMCO.

Comme le feront remarquer les respon-

sables syndicaux des solutions existant notamment en terme de diversification. Une diversification qu'appellent également de leurs

vœux les élus communistes qui ne cessent de mettre en avant cette question, comme ils interpellent l'Etat quant à ses responsabilités en tant qu'actionnaire. C'est d'ailleurs dans ce contexte qu'ils demandent la tenue d'un véritable Grenelle de l'emploi et de la sous-traitance dans la navale, pour que d'autres choix industriels soient fait pour l'avenir de la filière à Saint-Nazaire et pour qu'aucune suppression d'emploi ne puisse avoir lieu aux chantiers. Espérons que la future table ronde en préfecture puisse aboutir à ce Grenelle, c'est vital pour les chantiers, vital pour l'emploi.

Elus et candidats communistes aux législatives se battent pour la construction navale

Aymeric Seassau, Secrétaire départemental du PCF, Conseiller régional, référent du bassin d'emploi - titulaire 1ère circonscription
« Plus aucune suppression d'emploi dans la navale ! Le Conseil régional a pris ses responsabilités en soutenant STX et de nombreux sous traitants. C'est aujourd'hui à l'Etat actionnaire de gagner les commandes et de permettre les investissements pour développer l'emploi statutaire à STX et chez ses sous traitants ! »

Hubert Delahaie, Conseiller municipal de Montoir, Président du groupe communiste à la CARENE.

« La diversification est la question clé de l'avenir des chantiers. L'Etat doit jouer son rôle pour que soit réorienter la stratégie industrielle de STX. On ne peut continuer à précariser des entreprises et des salariés au gré des fluctuations du marché. Pour préserver tous les emplois, il faut un moratoire sur les licenciements, il faut mettre en œuvre un nouveau protocole de la sous-traitance ».

Yvon Renévot, Secrétaire de la Section PCF de St Nazaire - titulaire 8^{ème} circonscription

« De tout temps, les militants communistes nazairiens ont été de ceux, aux côtés de ceux qui ont lutté pour le développement de l'emploi dans la construction navale. Elle est de ces industries qui forgent les hommes, les rapports sociaux, humains d'une forte dimension.

L'exigence de qualités professionnelles construit aussi les qualités humaines, les valeurs de solidarité qui ne se sont jamais démenties. Elles sont nôtres et nous les partageons avec les salariés en lutte, jusqu'à la victoire ! ».

Retrouvez tous les témoignages : <http://44.pcf.fr/>

**Convivialité,
fraternité
et combativité...**

Il est 19 heures quand près de 250 communistes de Loire-Atlantique se pressent pour rentrer dans la salle de l'Estuaire à Couëron pour le traditionnel banquet de leur Fédération. Comme chaque année l'ambiance est fraternelle et les camarades, dispersés sur le territoire sont heureux de se retrouver pour un moment festif mais néanmoins politique. Car, de politique, il en aura été question lors de cette soirée. Comment dans une telle période marquée par deux élections de grande importance pour notre pays et dans la situation sociale et économique laissée par la droite il ne pouvait en être autrement.

Cette année c'est **Lydie Benoist**, membre de l'exécutif national qui était l'invitée des communistes de la fédération. Elle pris la parole entourée des camarades qui pour les législatives représenteront le PCF sous la bannière du rassemblement du Front de Gauche.

C'est Aymeric Seassau secrétaire départemental de la fédération de Loire-Atlantique qui interviendra le premier pour fustiger l'UMP de Sarkozy et son obsession

« d'aller fouiller au fond des poches souvent vides des travailleurs pour financer les allègements de cotisations patronales et les cadeaux fiscaux au plus fortunés », en même temps qu'il joue avec l'idéologie de l'extrême droite. C'est aussi lui qui



dénoncera les destructions d'emploi dans notre département et en particulier le malaise qui touche un secteur aussi essentiel que la construction navale (voir ci-dessus) dans notre département tout en appelant « à un Grenelle de l'emploi et de la sous-traitance dans la navale ». Il partagera dans son intervention le même optimisme que Lydie Benoist quand à la campagne que mènent les communistes au sein du Front de gauche et les résultats déjà engrangés en terme de fréquentation des meetings (à l'exemple de



celui de Nantes), et du nombre de programmes « l'Humain d'abord » vendus. Pour la responsable nationale, « un score de 7 ou 9 % pour notre candidat suivi d'une belle poussée pour nos candidats aux législatives modifierait comme nous le disons le rapport de force dans le pays et dans la gauche » d'autant que comme elle le dira, nous avons des solutions et des propositions « à mettre entre les mains [...] de tous ceux qui en ont ras le bol de ces politiques égoïstes, de toutes celles et tout ceux qui espèrent un monde meilleur »

leur» C'est d'ailleurs pour eux que le front de gauche a été créé un « Front de gauche qui n'est pas un but en soi, comme l'a souligné à plusieurs reprises Pierre Laurent : c'est le moyen que nous avons créé pour donner plus de chance au peuple, afin qu'il reprenne la parole, qu'il sorte du silence qu'on lui impose. ». Et ce silence, nous pouvons faire confiance aux communistes et aux jeunes communistes pour le briser comme le rappellera Robin Salecroix secrétaire départemental des JC dans le département. Une chose reste sûre, ce n'est pas le silence qui a eu le droit de citer au banquet des communistes et les chants entonnés pour briser ce silence étaient des chants de solidarité, de résistance et d'espoir.

Le dossier.

2012/L'Humain d'abord !

L'éducation

Parole de candidat-e

Pour un service public national

En cinq ans, 80 000 suppressions de postes, remise en cause de la maternelle, attaques contre la pédagogie, la liste n'est pas exhaustive et l'accélération de ces attaques aboutit à une régression brutale de notre système éducatif. Notre département n'est pas épargné : la rentrée 2012 se fera avec 235 postes en moins pour 1970 élèves supplémentaires. La dernière



réforme en date vise à donner leur « autonomie » aux établissements scolaires en permettant aux chefs

d'établissement de recruter et évaluer eux-mêmes leurs personnels. Luc Chatel disait dernièrement qu'il voulait faire du « sur-mesure », c'est-à-dire une éducation différente en fonction des origines géographiques et sociales. Le résultat, c'est une école inégalitaire : une école des élites contre une école du peuple. Est-ce vraiment ce que nous voulons pour nos enfants et pour la société de demain ? Face à ces constats, le Front de Gauche ne se contente pas de dénoncer, il propose un projet éducatif à la hauteur de la situation et

non pas un aménagement de l'existant. Nos propositions affirment la capacité de toutes et tous à apprendre et réussir, le droit à l'école dès 2 ans et obligatoire de 3 à 18 ans, la nécessité d'un service public national assurant l'égalité d'accès sur tout le territoire, la revalorisation du métier d'enseignant.

Véronique MAHE,
Conseillère régionale Vice Présidente de la commission "Education et Apprentissage" Candidate Front de Gauche présentée par le PCF sur la 7^{ème} circonscription

Le Front des luttes

Un gouvernement qui tourne le dos à son école tourne le dos l'avenir du pays.

L'approche des élections présidentielles et législatives est, pour le SNUipp/FSU (majoritaire dans écoles primaires), l'occasion de faire le bilan du quinquennat écoulé mais aussi de faire entendre à tous les candidats nos attentes pour l'école, ses élèves et ses personnels.

Tout d'abord, en guise de bilan, si les mauvais coups portés à l'école ne datent pas de cinq ans, il faut bien admettre que les réformes menées sous la présidence de Sarkozy sont désastreuses. De Darcos à Chatel pratiquement tout est à jeter...

Toutes ces réformes coûtent sûrement moins chère à l'État puisque c'est un des buts recherchés, mais fragilise l'École au point qu'elles génèrent du stress, du mal-être et une perte de repère incontestable. Comme ces réformes ne vont pas dans le sens de l'intérêt des élèves, les enseignants ont fait preuve de résistance...

Pour inverser la tendance, il faut en finir avec la logique suicidaire du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux, redonner confiance aux enseignants en offrant une vraie formation initiale et continue, solliciter les coopérations... réimplanter les RASED sur l'ensemble du territoire, ne pas autoriser plus de 25 élèves par classes, 20 en ZEP, donner de l'oxygène aux écoles en implantant plus de maîtres que de classes afin d'organiser l'école pour les besoins de chaque élèves, en finir avec les recrutements précaires, créer de vrais emplois statutaires pour accompagner les élèves handicapés, pour aider les directeurs et directrices dans leur fonction, pour animer les bibliothèques...

Voilà ce que nous voulons entendre des candidats plutôt que les jérémiades sur une crise accompagnée de politiques d'austérité qui nous entrent chaque jour un peu plus dans la dépression.

Cela coûte-t-il plus cher que tous les parachutes dorés cumulés, que le transfert des richesses vers les actionnaires, que les jeux des banques en bourse, que les boucliers fiscaux, le renflouement de banques ?

Demandons-nous dans quoi un pays a-t-il le plus intérêt à investir. La cupidité de quelques-uns ou l'avenir de tous ?

Marcel Le Bronze, syndicaliste enseignant



Ce qu'attend la jeunesse des élections présidentielles.

En tant que jeune, j'estime avoir droit à une **prévoyance sociale particulière**. En effet, je ne suis plus un enfant, j'ai un besoin de formation et une aspiration à l'autonomie, pour autant je ne suis pas encore installée dans la vie active, avec une famille et surtout un emploi stable. Ce que j'attends de la présidentielle, c'est avant tout qu'elle réponde à ma situation. Aujourd'hui la jeunesse n'est pas une période de la vie reconnue, encore moins protégée. Pour répondre à ce manque, les candidats à la présidentielle doivent proposer un véritable statut social pour la jeunesse garanti par une allocation d'autonomie universelle qui permettrait à chaque jeune de se former et de faire ses propres choix de vie.

En tant que jeune, j'ai **besoin d'espérer en un avenir meilleur, contre l'austérité, le sang et les larmes que l'on me promet, je veux vivre mieux que mes parents et non faire partie de la génération sacrifiée**. Dans ce contexte, la démocratie doit mettre en perspective, notamment par l'élection présidentielle, les différents choix de sociétés qui s'offrent à nous. La rigueur qui nous frappe particulièrement fort depuis 10 ans ne peut plus durer, ma génération, comme

toutes les autres doit reprendre la marche du progrès social. Je veux l'allocation d'autonomie universelle, je veux mettre fin au chômage des jeunes, je veux l'égalité entre les femmes et les hommes, et entre français et étrangers, je veux la retraite à 60 ans et à taux plein... Ce qui compte, c'est d'en finir avec la voie unique qu'on tente de nous tracer, et d'entamer dès maintenant la transformation sociale.

Charlotte Valy,
Étudiante en LEA, membre de l'UNEF

Massacre à la tronçonneuse

L'éducation est un des piliers de notre république. Malgré l'investissement de nombreux enseignants, personnels de l'éducation, de parents d'élèves ; l'école, l'avenir de nos enfants est en danger. Les nombreuses réformes imposées par Sarkozy et son gouvernement ont pour but ultime de mettre à terre le service public d'éducation. La suppression de 14 000 emplois alors que les effectifs d'élèves continuent d'augmenter, la non formation des enseignants, la disparition progressive des personnels de RASED, le manque de moyens, de volonté politique pour l'accueil des enfants handicapés qui a pour conséquence scandaleuse la non scolarisation de nombreux enfants sont des exemples révoltants de leur vision ultralibéral de l'éducation. **Nous ne pouvons et devons pas accepter une école qui laisse sur le bord de la route les plus démunis, les plus fragiles de nos enfants.** Cette politique nous devons la combattre parce qu'elle est injuste, cynique, inefficace et opposée en tous points aux valeurs républicaines.

Les élections à venir doivent être, pour nous communistes, un moment fort pour faire vivre l'idée qu'une autre école est possible : une école de la réussite pour tous ; une école progressiste, humaniste, laïque ; une école qui scolarise les enfants de 3 à 18 ans ; une école qui a pour fondement de combattre les inégalités sociales et qui apporte à nos enfants une culture commune.

Alain BOURDEAU
Représentant des parents d'élèves FCPE,
Membre du conseil du centre d'action médico-social précoce.

Demandez le programme !

L'école, un grand enjeu de la présidentielle

L'école fait l'objet d'un véritable débat. Chaque candidat fait connaître son programme. Il nous faut l'investir.

L'enjeu est, en effet, de taille : le pouvoir Sarkozyste a mis à terre en 4 ans et demi le Service Public d'éducation : mise en concurrence des établissements sous couvert d'autonomie, non remplacement d'un personnel sur deux, recrutement sur des emplois précaires, organisation des formations comme un marché... l'école de la Droite c'est celle de la loi du plus fort et du plus riche, excluant

une part importante de notre jeunesse du droit à l'éducation.

150 000 jeunes décrochent du système scolaire tous les ans sans aucune formation ni diplôme.

Le Front de Gauche, son candidat commun aux Présidentielles, Jean-Luc Mélenchon et tous les candidats aux législatives veulent refonder le service public national d'éducation ouvert gratuitement à tous. Pour cela, ils proposent de revenir sur l'autonomie libérale, rétablir la carte scolaire, étendre la scolarité obligatoire de 3 à 18 ans, recréer les emplois supprimés par Sarkozy et intégrer tous les précaires sans statut d'Etat. Ils propo-

sent aussi de lancer un vaste plan de lutte contre les inégalités et faire de l'école un lieu d'apprentissage d'une culture commune pour tous ainsi qu'un espace de citoyenneté.

Pour cela il faut plus de moyens : 7 % du PIB contre 5,6 % actuellement. Comment faire avec la dette publique ? Elle provient pour l'essentiel des cadeaux fiscaux aux plus riches, des pratiques spéculatives des marchés financiers avec l'appui de la BCE qui contraignent les États à l'austérité et à l'abandon des services publics. Il faut arrêter ce cycle infernal et inverser les priorités.

L'école est le meilleur investisse-



ÉCOLE EN DANGER
PARENTS ET ENSEIGNANTS MOBILISÉS

ment public pour notre pays et notre jeunesse.

Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

29 février : Tous en action

Bernard Thibault l'avait annoncé en fin du meeting sur les retraites : le 29 février doit être une grande journée d'action, à l'appel de la Confédération Européenne des Syndicats. Ce sera l'occasion pour tous les travailleurs européens de s'élever contre les mesures visant à leur faire payer une crise dont ils ne sont pas responsables, et d'exiger que le progrès social soit le moteur de sortie de la crise. Une occasion, entre autres d'être dans l'action solidaire aux côtés du peuple Grec !

Elections Port de Nantes

Le 7 février, les 579 agents du Grand Port Maritime Nantes Saint-Nazaire votaient pour élire leurs représentants. Au comité d'entreprise, ils ont attribué 7 sièges sur 10 à la CGT avec 69% des voix, 2 à FO et 1 à la CGC. Ils ont également voté pour les délégués du personnel à 68,5% pour la CGT, 18,3% pour FO, et 10,5% CGC. La CGT réalise 98% chez les ouvriers, et devient majoritaire chez les administratifs et techniques avec 57%. Ces résultats, après ceux du GMOP, confortent la place de la CGT au Port.

Out of Afghanistan

Après la mort de 4 soldats nouveaux français et 15 blessés dans le même attentat, le Comité Nazairien du Mouvement de la Paix réitère la nécessité de retirer les troupes françaises d'Afghanistan. Les missions « humanitaires » confiées à des militaires, en tenue ou non, ne sont qu'un leurre auquel la population n'adhère pas : pour tous les Afghans, il s'agit d'une force d'occupation étrangère imposée. La société civile, avec l'aide des institutions internationales et de l'ONU doit prendre la main pour reconstruire le pays. La France doit retirer ses troupes, œuvrer à un processus démocratique sous l'égide de l'ONU, et attribuer les fonds prévus pour la guerre à la reconstruction du pays.

Sarko n'aime pas la culture

Le Gouvernement vient de déposer un projet de loi de finances rectificative le 8 février 2012 à l'Assemblée Nationale, qui constitue une nouvelle charge à l'encontre du secteur des professions artistiques et culturelles, de l'art et de la création : moins 6,249 Millions sur la diplomatie culturelle, moins 34,160 Millions sur la mission culture (Patrimoine, création, démocratisation de la culture), et moins 22,2 Millions sur médias et industries culturelles.

Le gouvernement attaque les budgets du spectacle vivant et des arts plastiques :

- gel des crédits 2012 : moins 6 %, malgré la promesse du Président de la République qui s'était engagé à le lever. C'est moins 47 M€ sur le programme Création, et moins 20 M€ sur celui de la transmission des savoirs et la démocratisation
- augmentation du taux de la TVA sur la billetterie, sur les coûts de cession des spectacles et une partie des subventions reçues
- ponction de 15 M€ au minimum, dès 2012, en vue de créer un Centre National de la Musique qui siphonnera les missions et les financements du Ministère.

Ces baisses de financements, en cours d'année, vont priver les artistes et les lieux de spectacles vivants et d'arts visuels de moyens essentiels, avec des conséquences graves en terme d'emploi, d'accroissement de la précarité et du chômage, de démocratisation culturelle et de diffusion artistique, réduisant à la portion congrue certains festivals et débuts de saison 12/13.

Aussi, le SYNDEAC (Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles) lance un appel à tous, professionnels ou spectateurs, à venir défendre le service public de la culture, en manifestant dans toutes les régions le 24 février 2012 devant les DRAC (directions régionales des affaires culturelles).

Défendons le droit de grève



Il faisait frisquet ce matin là, mais les militants de l'Aéroport Grand Ouest et de l'UL Cgt Sud Loire tenaient bon au rond point Océane, pour informer les automobilistes (voyageurs et salariés) du coup que le gouvernement veut porter au droit de grève dans les transports aériens. Mireille Pernot et Dany Frouin sont venus leur témoigner le soutien de la Fédération PCF. En effet, le projet de loi contesté est une véritable provocation qui n'apporte aucune réponse sur la prise en compte des revendications légitimes des salariés, source essentielle de la conflictualité. Toutes les obligations reposent sur le salarié et aucune pour contraindre les directions d'entreprise à négocier. La grève est la conséquence d'un long processus de négociation qui n'aboutit pas et ce n'est pas en rajoutant une période de 8 jours dans le transport aérien (déjà mis en place dans les transports terrestres avec l'inefficacité que l'on connaît) pour soi-disant se mettre autour de la table que l'on changera quoi que ce soit. Pire, cette loi oblige les salariés à se déclarer individuellement grévistes 48 heures à l'avance, et s'attaque aussi au droit de grève de personnels qui n'exercent pas une mission de service public. Cela ouvre la voie, demain, à un encadrement généralisé du droit de grève pour l'ensemble des salariés. Restreindre le droit de grève des salariés des compagnies aériennes et de leurs sous-traitants, à la veille de grandes réformes sociales et des élections présidentielles est un coup monté. Sur fond de dialogue social et d'informations aux passagers, c'est bien l'action collective que le gouvernement veut éradiquer ! C'est cohérent avec la déclaration du candidat Sarkozy qui veut supprimer les intermédiaires entre les Français et lui...

Rassemblement à Nantes : 24 février à 10h devant la DRAC, 1 rue Stanislas Baudry.

CHANGER, C'EST BIEN...
ET C'EST PLUS FACILE EN CE MOMENT.

85
VÉHICULES
PRÊTS À
PARTIR

JUSQU'À
ARGUS+ 6500€*
SOUS CONDITION
DE REPRISE
pour l'achat d'une Clio, Mégane ou Scénic neufs



EXEMPLE SCÉNIC 15th dCi 110
20690€⁽¹⁾
SOUS CONDITION DE REPRISE

- GPS TOM-TOM LIVE* INTÉGRÉ
- TOIT OUVRANT PANORAMIQUE
- AIDE AU PARKING ARRIÈRE

www.renault.fr

* Jusqu'à 6500 € ajoutés à la valeur de reprise de votre ancien véhicule de marque généraliste et de catégorie inférieure ou égale au véhicule neuf acheté, pour l'achat d'une Clio, Mégane, Scénic 2011 neufs en stock et prêts à partir. La valeur de reprise est calculée en fonction du cours de l'Argus[®], diminuée des frais et charges professionnels (15%) et des éventuels frais de remise à l'état standard. (1) Exemple : 6500 € ajoutés à la valeur de reprise de votre ancien véhicule de marque généraliste et de catégorie inférieure ou égale au véhicule neuf acheté, pour l'achat d'un Scénic 15th dCi 110 au prix conseillé de 27 190 € (peinture métallisée incluse), selon tarif n° 2186 au 30/09/11. Consommation mixte (l/100 km) : 4,9. Émissions CO₂ (g/km) : 128. Offres non cumulables réservées aux particuliers, valables jusqu'à épuisement du stock chez votre concessionnaire Renault participant.



RENAULT SAINT-NAZAIRE Centre Automobile de l'Étoile
380 rte de la Côte d'Amour - Océanis - Tél. 02 40 17 20 20
Et son réseau d'Agents participants



Des appels à soutenir

Ni coupable, ni responsable ! TVA dite « sociale », attaques contre le droit du travail, contre la protection sociale... Le gouvernement culpabilise, chaque jour un peu plus, les salariés sur le coût du travail « trop cher », sur le temps de travail, les 35 heures. La violence faite au monde du travail est inacceptable ! Les banques, les spéculateurs se sont remplis les poches pendant des décennies, encore aujourd'hui en spéculant sur la dette des états. La Cgt lance une pétition dénonçant les mesures visant à faire payer la crise aux salariés, chômeurs et retraités. Elle dénonce les suppressions d'emplois dans

le privé et dans le public. Elle lance une campagne pour le développement de l'industrie et le service public, pour revvaloriser les salaires, pensions et minima sociaux. Elle propose un pôle financier public au service de l'intérêt général et le retour à l'âge de départ en retraite à 60 ans. Joignez-vous à l'appel : <http://www.cgt.fr/Les-salaries-n-accepteront-pas-de>

L'AFPS communique
L'AFPS est engagée dans la campagne BDS (Boycott, désinvestissement, sanctions) pour une paix juste en Palestine. Une campagne unifiée et coordonnée pour imposer des

sanctions contre Israël en tant que puissance occupante tant qu'il refuse d'appliquer le droit international, L'AFPS demande à **France Télécom-Orange** de rompre son accord avec l'entreprise israélienne de téléphonie mobile Partner Communications, qui participe directement aux activités de colonisation en Cisjordanie et dans les hauteurs du Golan. Consultez tout le dossier : <http://france-palestine.org/Colonisation-France-Telecom-Orange>. Pétition : <http://www.petitions24.net/palestine-france-telecom-doit-rompre-son-accord-avec-partner>

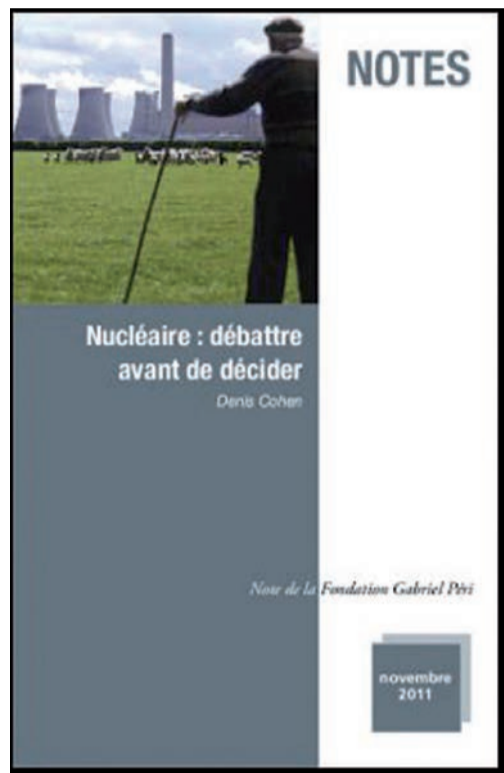
Evènements, culture, idées.

Un droit à l'énergie par Denis Cohen*

Aujourd'hui, l'énergie est un produit de première nécessité. Sans l'énergie, que serait en effet l'accès aux droits fondamentaux ? Ainsi, l'accès aux soins : il faut bien produire et réfrigérer les médicaments et pas un hôpital ou centre de santé ne peut fonctionner sans électricité. Ainsi, la mobilité elle-même, impensable sans consommation d'énergie, est la condition de l'accès à nombre de droits, à l'emploi et à la formation par exemple. Ainsi, des conditions normales d'existence sont impensables sans l'accès à l'électricité, au chauffage. Bref, être un homme parmi les hommes implique l'accès à l'énergie. **Tel est le sens que je donne au droit à l'énergie, un droit à la fois individuel et social, que je ne conçois pas comme un droit à un usage illimité, déraisonnable, usage inhérent à cette société inégalitaire.** Garantir ce droit tout en tenant compte des impératifs écologiques doit être l'objectif d'une politique énergétique.

Et ce qui est vrai en France l'est à l'échelle du monde : qu'on le veuille ou non, il n'y aura pas de droit au développement sans une énergie abondante, de qualité, au meilleur coût. Or, deux milliards d'êtres humains n'ont accès à l'énergie qu'au travers du bois de chauffe, ce sont souvent les femmes et les enfants qui cherchent le

bois ce qui n'est pas sans poser des problèmes de scolarité, cette pratique en outre est souvent facteur de déforestation. Ceci au moment où nous assistons à l'épuisement de ressources naturelles comme le pétrole et le gaz, épuisement proche puisqu'il se situe à



l'échelle d'une vie humaine et que les conséquences écologiques et climatiques de l'exploitation des combustibles fossiles deviennent irréversibles. Il faut savoir encore que la consommation des ressources naturelles des quarante dernières années dépasse celle vécue depuis les origines de l'homme.

Enfin, l'accident de Fukushima au Japon relance le débat public sur les risques liés à l'énergie nucléaire en même temps que sa pertinence. La précarité énergétique

Il est donc évident que nous sommes à l'heure des choix. Des solutions existent. Elles ne sont pas simples. Elles nécessitent créativité et innovation politique et sont, de fait, l'un des enjeux des élections en 2012. Le rapport de Philippe Pelletier (1) propose une définition de la précarité

énergétique résultant de trois facteurs : la faiblesse des revenus, la mauvaise qualité thermique des logements occupés, la difficulté de s'acquitter des factures d'énergie. Est en précarité énergétique une personne qui éprouve dans son logement des difficultés particulières nécessaires à la satisfaction de ses besoins énergétiques élémentaires en raison notam-

ment de l'inadaptation de ses ressources et de ses conditions d'habitat. Ainsi, aujourd'hui environ 3,4 millions de ménages dépendent plus de 10 % de leurs revenus à régler leur facture d'énergie, ce qui les place en situation de précarité énergétique. 87 % appartiennent à d'entre eux vivent dans le parc locatif privé et 70 la population percevant les plus bas revenus. **L'énergie est aussi un droit essentiel.** Le droit à l'électricité est porteur d'une caractéristique spécifique : il déclenche l'accès à d'autres droits. Il peut favoriser le droit à la culture et à la communication par la radio, la télévision, la téléphonie. Il ouvre le droit au transport. Il permet le développement des forces productives

Denis Cohen, Revue du Projet n°13, janvier 2012

*Denis Cohen a été secrétaire général de la fédération CGT de l'énergie de 1989 à 2003 et il est l'auteur de "Nucléaire : débattre avant de décider", Fondation Gabriel-Péri, 2011. **Disponible en téléchargement : <http://www.gabriel-peri.fr>**

(1) Pour une meilleure efficacité des aides à la performance énergétique des logements privés, Plan bâtiment Grenelle, 15 avril 2011.

LIRE

«Mélénchon le plébéien»

Les deux auteurs l'affirment dès le titre : Jean-Luc Mélénchon est un défenseur du peuple contre l'oligarchie. Un plébéien. Lilian Alemagna (Libération) et Stéphane Allières (Médiapart) livrent un portrait à l'opposé de l'étiquette «populiste» que l'on a tenté de coller au candidat du Front de gauche. Leur enquête fouillée, mêlant entretiens - particulièrement avec l'intéressé -, témoignages et documents, fait découvrir un homme politique peu connu, alors qu'il est devenu l'une des surprises de la campagne présidentielle. On imagine aisément l'enfant déraciné du Maroc, son pays natal. On le suit dans ses activités professionnelles, comme le journalisme, dans ses débuts dans le monde politique, au sein de l'Organisation communiste internationale (OCI), du Parti socialiste, puis du Parti de gauche et du Front de gauche. **Cette première biographie dessine un Jean-Luc Mélénchon obnubilé par sa participation au scrutin présidentiel, comme si son parcours politique avait pour ultime but de concourir au fauteuil suprême.** De la matière brute entre leurs mains, les auteurs ont façonné l'image d'un politicien, d'un combinard prêt à toutes les magouilles pour arriver à ses fins. Sans doute le «nouveau» journalisme pousse-t-il davantage à la recherche de la «petite phrase», des tractations et des dessous politiques qu'au développement de la pensée politique. On sait au final peu de choses de ce défenseur acharné du «socialisme démocratique» contre la «social-démocratie», qui a édité de nombreux ouvrages, écrit des textes fondateurs. On sait peu de choses sur l'histoire de la gauche française, et de l'aile gauche du PS en particulier, alors que c'est l'un des objectifs que s'étaient fixés Lilian Alemagna et Stéphane Allières. Il n'empêche, leur enquête révèle quelques petits secrets. Jean-Luc Mélénchon confirme lui-même son appartenance au Grand Orient de France, scoop déjà publié par le Parisien. **Le livre confirme également la rumeur selon laquelle le Parti de gauche a déposé, le 4 septembre 2009, le nom «Front de gauche».** En cas de divorce entre les composantes, le label lui reviendrait donc. Estimant que «Mélénchon est un excellent stratège politique, rodé aux coups longuement préparés», les auteurs insistent sur cet aspect du parcours. **L'ambition personnelle dévoilée par l'enquête laisse peu de place à la conviction pourtant bien réelle.** Mina Kaci, dans l'Huma du 3 février 2012. L.Alemagna et S.Allières, «Mélénchon le plébéien», Ed. R.Laffont, 2012, 370 P., 20€.



VOIR...

Solidarité avec le peuple marocain

La jeune association «solidarité avec le peuple marocain» a le plaisir d'organiser une soirée cabaret



ouverte à tous le samedi 10 Mars à 20 H au centre socio culturel de Ragon à Rezé. Au programme : le duo Drop Out, reprises pop rock, lectures de textes et poèmes de Saïda et Khadija Menhebi par Anne His comédienne. Soirée au tarif de 10 E, sur réservation uniquement. Demande de place et envoi du règlement à : Isabelle Fortin, Soirée du 10 Mars, 3 Place Levoyer, 44400 Rezé. Renseignements : 02.40.04.11.35

MÉDIAS

PCF : plus vu à la télé

Les derniers chiffres du CSA l'indiquent : dans les journaux télévisés, 3h25 pour le PS, 3h43 pour l'UMP, 20 min pour le Front de Gauche. **Et que dire alors du traitement du PCF ?** Dans les chaînes d'infos, 39h00 pour le PS, 23h00 pour l'UMP - sans compter les membres du gouvernement) -, 3h43 pour le FN, 27 min. pour le PCF. Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, n'a même jamais été l'invité d'une grande émission politique depuis juin 2010. Le PCF est pourtant le

3ème Parti français en termes d'élus et de parlementaires. **Ce boycott est en contradiction avec toutes les règles déontologiques du débat d'idées, et avec toutes les règles du CSA qui invitent à respecter l'"équité" des temps de parole des formations politiques.** L'argument selon lequel Pierre Laurent n'est pas candidat ne résiste pas une seconde à l'exa-

LES MÉDIAS VEILLENT DORMEZ CITOYENS



men. Ceux qui avancent cet argument devront expliquer pourquoi il ne s'applique ni à Jean-Marie Le Pen, ni à Jean-François Copé, ni à Martine Aubry, ni à Cécile Duflot, ni à Daniel Cohn-

Bendit qui eux, occupent les antennes en permanence.

Le respect du pluralisme et du débat contradictoire est une condition de la démocratie.

près de vous

Les élus locaux repoussent le chantage de Sarkozy

Comme il l'avait annoncé lors de son intervention télévisée, Nicolas Sarkozy a reçu le 10 février, les associations d'élus à l'Elysée. Les discussions se sont conclues sur un constat de désaccord. **Les responsables locaux refusent d'être « les boucs émissaires » de la stratégie de campagne du candidat-président**, visant à faire de la réduction des dépenses sociales son arme de campagne. S'exprimant à la sortie de cette conférence, François Fillon a expliqué que les collectivités territoriales devaient participer à la stratégie présidentielle de réduction de la dette publique. « Nous nous sommes engagés à réduire le déficit de 100 milliards d'ici à 2016. Chacun doit participer. L'Etat représente 35 % des dépenses, les collectivités 20 %. C'est une œuvre collective qui doit faire l'objet d'un diagnostic commun et de mesures partagés », a-t-il affirmé. Pour ce faire, il propose, à l'image des logiques européennes, « un pacte de stabilité » aux collectivités. Ce dernier devrait faire l'objet d'un débat au Parlement et pourrait être mis en œuvre dans la loi de finances pour 2013. Cette annonce, contraire au principe constitutionnel de libre administration des collectivités territoriales, a provoqué un tollé de réactions négatives.

Droit des homosexuels

Dans la salle des mariages de la mairie de Villejuif (94) qui avait bien du mal à accueillir tout le monde, Alexis Cortjos et Fabrice Lesté, passés depuis 10 ans se sont dit oui samedi 11 février. L'amour, a déclaré Claudine Cordillot, maire de Villejuif, lors de la cérémonie, ne doit connaître ni frontière, ni illégitimité d'Etat. Villejuif, ville engagée contre toutes les discriminations, sait prendre ses responsabilités pour que ce qui est légitime devienne légal. (...) Aujourd'hui par cet acte, nous sommes en phase directe avec la majorité des Français, favorable au mariage pour les couples de même sexe et à l'homoparentalité. (...) **Oui aujourd'hui, nous disons ensemble que nous devons tous avoir les mêmes droits.** Le droit d'être heureux, le droit au bonheur, le droit de s'aimer en toute liberté et en toute (l)'égalité...

Sport

Lors du dernier Conseil Communautaire les élus communistes ont exprimé leur satisfaction quant à la **déclaration d'intérêt communautaire de la salle sportive métropolitaine prévue sur le Sud Loire.** Le site d'implantation retenu à Rezé, sur le secteur de la Trocardière, avec son réseau de transport en commun, la maîtrise publique du foncier pour l'équipement et les parkings, est au sens des élus pertinent. Cette implantation participe ainsi à un aménagement équilibré de tout le territoire de l'agglomération. Les élus communistes se déclarent ainsi « particulièrement satisfaits de la gestion publique d'un tel équipement. Il leur apparaît en effet important de ne pas laisser la voie libre aux marchands qui ne cherchent qu'à rentabiliser à tout prix le sport, qui devient alors seulement spectacle. »

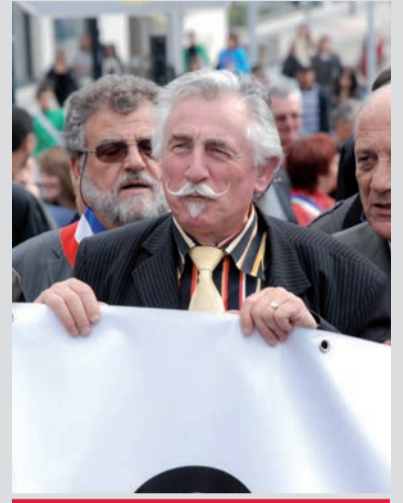
L'invité

Association départementale des élus communistes et républicains Soutien d'un jeune afghan menacé d'expulsion

L'association départementale des élus communistes et républicains a été alertée par le mouvement jeune communiste de Loire-Atlantique de la menace d'expulsion de Monsieur Mirwais Shams, né en Afghanistan le 10 octobre 1985, à Kaboul. Il est d'ethnie Tadjik et de confession chiite. Ce jeune a subi de réelles persécutions par les talibans dans son pays et est aujourd'hui sommé par l'Etat Français de quitter le territoire. En effet, celui-ci a eu à deux reprises des ennuis avec les Talibans. La première fois il a été arrêté à 14 ans par les Talibans. Ils attendaient de lui des réponses en accord avec les règles sunnites, alors que M. Shams est chiite. Les talibans lui ont alors amputé l'extrémité d'un doigt afin qu'il garde en mémoire le comportement à adopter. La seconde fois, lors d'un contrôle routier, les talibans ont découvert des cartons qui contenaient des documents chrétiens, ce qu'il ignorait, et qui appartenaient à l'enseignant qui l'accompagnait. Les talibans l'ont alors traité de Chrétien et frappé en public puis ensuite au commissariat de police.

Ce jeune afghan a été victime de persécution dans son pays, les extrémistes talibans l'ont torturé et il en garde aujourd'hui encore les stigmates. D'autant plus que la loi afghane, dans son interprétation traditionnelle, réserve la peine de mort aux musulmans ayant renoncé à leur religion. Ce jeune est particulièrement bien intégré au sein de la société française et nantaise, tous ses amis sont français ainsi que sa petite amie et de plus celui-ci marque une assiduité et un engagement réel dans son apprentissage du français. Voilà où la politique de honteuse de la droite nous mène aujourd'hui ! Cette politique inhumaine, qui voit l'immigré comme un danger, entraîne aujourd'hui l'Etat Français sur une pente honteuse, celle de la négation du plus élémentaire des droits humains : le droit à la protection et à l'asile ! Les propos de Claude Guéant dernièrement ne font que confirmer cette politique indigne de notre pays. **Ce jeune afghan doit rester en France, il doit être protégé par la patrie qui se revendique des droits de l'homme et les plus hautes autorités de l'Etat doivent clairement se prononcer sur son dossier et lui accorder un titre de séjour au plus vite !**

L'association départementale des élus communistes et républicains, avec ses 115 élu-e-s sera au côté du mouvement jeune communiste de Loire-Atlantique de tous les combats pour permettre à ce jeune de rester en France. Combat dont la presse s'est déjà fait l'écho et qui va connaître ses prolongements dans les prochains jours avec souscription et conférence de presse.



Marc Justy
Président de l'ADECR 44
Conseiller Municipal
de St-Joachim

L'activité

St-Herblain Centrale photovoltaïque de Tougas

Lors du dernier conseil municipal herblinois, le sujet des énergies renouvelables avec la construction future sur le site de l'ancienne décharge de Tougas d'une centrale photovoltaïque a été débattu. « En effet si le photovoltaïque est juteux pour les investisseurs, l'essor du photovoltaïque est par contre coûteux pour les usagers. » comme le rappelait Sandrine Fleurimont Adjointe au Maire. Il est bon de rappeler que pour encourager son développement, une obligation de rachat par EDF de l'électricité produite a été instaurée. La loi impose ainsi aux fournisseurs historiques d'électricité de remplir des missions de service public. Ces missions entraînent des charges qui sont compensées par la contribution au service public de l'électricité (CSPE) payée par l'ensemble des consommateurs d'électricité. Si les objectifs du développement du photovoltaïque sont atteints, le surcoût total pourrait atteindre 3 milliards d'euros. **« Ce qui est en cause, ce n'est pas le photovoltaïque, mais la mainmise des intérêts privés sur le développement de la filière et la recherche du profit qui est incompatible avec la sécurité d'approvisionnement, le droit d'énergie et à son coût maîtrisé et le respect de l'environnement. »** concluait le groupe communiste.



Nantes Métropole Budget

Lors du conseil communautaire du Vendredi 10 Février les élus communistes et républicains ont pu se prononcer sur le budget métropolitain. Pour les élus communistes, et dans ce contexte, le budget 2012 qui leur a été présenté est un budget de résistance, qui porte les ambitions d'une agglomération dynamique sur plusieurs aspects. Tout d'abord une agglomération qui parie sur une cohésion sociale et territoriale à travers sa politique de logement, ensuite qui poursuit le développement d'équipements majeurs, et enfin une agglomération déterminée dans son engagement en faveur des politiques environnementales, à travers le développement du réseau de transports en commun notamment. Par la voix de Raymond Lannuzel ceux-ci ont pu « montrer combien cette démarche tranche avec les désengagements successifs de l'Etat en la matière. Alors que le prélèvement sur les organismes Hlm devrait s'élever à 21 millions d'euros en 2012 en Pays de la Loire, le montant des aides de l'Etat est lui de 11.8 millions d'euros. Cherchez l'erreur ! » **Plutôt qu'économiser, la métropole parie sur l'investissement, l'emploi et la justice fiscale** pour mobiliser de nouvelles recettes. Avec par exemple l'augmentation du taux de Versement Transport, qui a permis aux ressources du budget général d'augmenter.

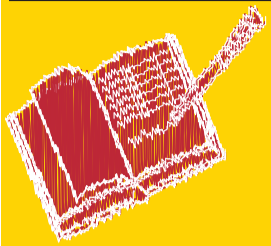


Soutien aux salariés d'Alcatel Augmenter les salaires !

Dans toute la France, les salariés d'Alcatel Lucent se sont mobilisés le 10 Février avec une manifestation devant le siège national et des débrayages sur de nombreux sites comme ce fut le cas à Orvault. En effet alors que l'inflation a largement dépassé les 2% sur l'année 2011, la direction veut geler les salaires. Il s'agit d'une « véritable atteinte au pouvoir d'achat des salarié(e)s qui ont largement contribué aux résultats obtenus par le groupe. D'autant que des craintes pèsent sur le maintien de l'ensemble des effectifs sur le site » souligne Aymeric Seassau, candidat aux législatives pour la 1ère circonscription de Loire-Atlantique, dans un communiqué. Il est vrai qu'au contraire de Nicolas Sarkozy qui continue jusqu'au bout de son mandat à se servir dans la poche des salariés pour financer sa politique destructrice, il y a urgence à permettre l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages. C'est une des conditions de la relance économique et un point central des propositions de nos candidats. **Durant les campagnes présidentielles et législatives de 2012, les communistes et le front de gauche veulent gagner l'augmentation des salaires et des pensions en portant notamment le SMIC à 1700 euros ; éradiquer la précarité dans le public comme dans le privé et encadrer les prix des loyers, de l'accès à l'énergie et des produits de première nécessité pour garantir le pouvoir d'achat.**



AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Ateliers Citoyens

Mardi 28 février : Sur le thème de l'économie et des finances à 18H30, salle de la fraternité de Coëron.

Samedi 3 mars : Sur le thème de la vie chère et du pouvoir d'achat à 14H30, maison de quartier des dervallières à Nantes.

Assemblées citoyennes

Vendredi 24 février : centre socio culturel Camille Claudel, à 20H30 aux Sorinières.

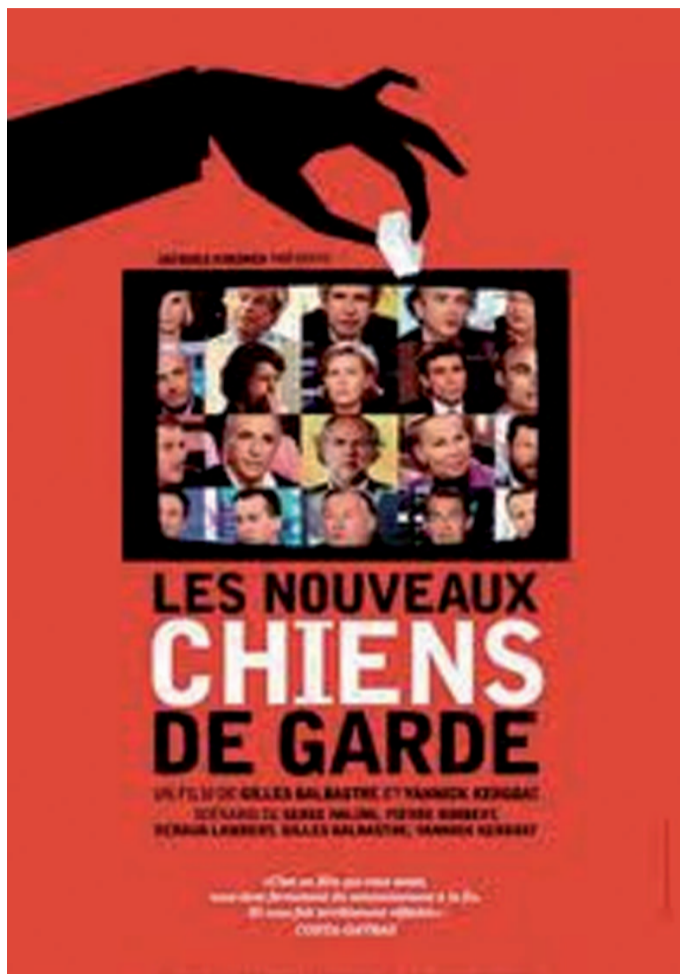
Mercredi 29 février : Espace beaumont de Vertou à 20H00. Sur le service public de santé.

Vendredi 2 mars : Sur l'agriculture à 20H30, salle municipale de Plesse.

Fédération

Mardi 6 mars : Réunion du conseil départemental à 18H30 à la fédération.

Ciné-débats



Les médias se proclament « contre-pouvoirs ». Pourtant, la grande majorité des journaux, des radios et des chaînes de télévision appartiennent à des groupes industriels ou financiers intimement liés au pouvoir. « Les nouveaux chiens de garde » dressent l'état des lieux d'une presse volontiers oublieuse des valeurs de pluralisme, d'indépendance et d'objectivité qu'elle prétend incarner. Avec force et précision, le film pointe la menace croissante d'une information pervertie en marchandise. En

1932, Paul NIZAN publiait « Les chiens de garde » pour dénoncer les philosophes et les écrivains de son époque qui, sous couvert de neutralité intellectuelle, s'imposaient en gardiens de l'ordre établi. Aujourd'hui, les chiens de garde, ce sont des journalistes, éditorialistes et experts médiatiques devenus évangélistes du marché et gardiens de l'ordre social actuel.

Le Front de gauche de Loire-Atlantique organise 2 séances de projection du film qui seront suivies de débats sur les questions de la presse, de son pouvoir et de son rôle dans la société

La première séance aura lieu :
Le Vendredi 2 mars à 20H00
au cinéville de St Nazaire, salle 6.
(Le prix de la place de cinéma est de 5,50 euros)



Après le film, le **débat** comptera sur la présence de Pierre RIMBERT, rédacteur en chef du Monde Diplomatique et co-auteur du film ainsi que de Patrick KAMENKA membre de la commission nationale du PCF chargée des médias.

La deuxième séance aura lieu :
Le Lundi 19 mars à 20H30
Au cinéma concorde de Nantes
(Le prix de la séance sera au tarif habituel)



Le débat qui suivra comptera sur la participation de Gilles BALBASTRE, co-réalisateur du film.

Toutes celles et ceux qui souhaitent participer à ces ciné-débat peuvent s'inscrire en contactant leurs responsables locaux du PCF.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire : N° 0315 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : SEM Locminé
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Marie-Annick BENÂTRE
Pedro MAIA
Jean-Yves MARTIN
Yann VINCE
Mireille PERNOT
Robin SALECROIX
André MAURICE



Vite lu...



Nécrologie

Nous avons appris avec tristesse le décès de Juliette MOREAU, à l'âge de 98 ans. Longtemps militante de la cellule Gaston Turpin de la cité du Breil, à Nantes, elle avait été institutrice puis directrice de l'école publique de la rue du Bocage. Elle était de toutes les luttes pour l'école, pour la laïcité. Son engagement au service de l'enseignement public lui avait valu d'être promue dans l'Ordre des Palmes académiques. Nous présentons à sa famille nos très sincères condoléances.

APPEL au don pour le jeune Mirwais SHAMS



Les jeunes communistes de Loire-Atlantique viennent d'être alertés et ont rencontré Monsieur Mirwais SHAMS, né en Afghanistan le 10 octobre 1985 à Kaboul. Il est d'ethnie Tadjik et de confession chiite. Ce jeune a subi de réelles persécutions par les Talibans dans son pays et est aujourd'hui sommé par l'Etat français de quitter le territoire (voir page 7).

Pour assurer sa défense, et étant sans ressources ce jeune ne peut compter que sur notre solidarité. Dans l'objectif de lui offrir les services d'un avocat spécialisé dans ce domaine et parlant l'afghan, les jeunes communistes cherchent à collecter 1500 euros.

Vous trouverez ci-dessous un bon de souscription. L'ensemble des dons seront reversés à son avocat. Merci d'avance pour votre soutien à cette lutte.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Montant du don : _____ euros

A renvoyer à MJCF44, 41 rue des olivettes 44000 Nantes